



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, av. du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 25A0027

Objet de la consultation :

**PRESTATION DE MISE EN PROPRETE DES VITRERIES FACADIERES ET TRAVAUX SPECIAUX D'ACCES
DIFFICILE POUR LE CHU DE MONTPELLIER ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT EHSA**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et
du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande
publique.

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à
5 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : 28/08/2025 à 12 :00 :00

**DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :**

[https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2791653&orgAcronyme=x7c](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2791653&orgAcronyme=x7c)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 -	DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
2 - 1 -	DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
2 - 2 -	RECONDUCTION	3
ARTICLE 3 -	DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC	4
3 - 1 -	TRANCHES	4
3 - 2 -	LOTS	4
3 - 3 -	PHASES	4
ARTICLE 4 -	PROCEDURE	4
4 - 1 -	TYPE DE PROCEDURE	4
4 - 2 -	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
4 - 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4 - 4 -	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
4 - 5 -	MODIFICATIONS DES DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - 6 -	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	6
4 - 7 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	6
4 - 8 -	UNITE MONETAIRE	6
4 - 9 -	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT	6
ARTICLE 5 -	VISITES DES LOCAUX	6
ARTICLE 6 -	MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES	7
6 - 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	7
6 - 2 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS	7
6 - 3 -	PRESENTATION DES PLIS	7
6 - 4 -	CONTENU DES PLIS	8
6 - 5 -	ENVOI ET RECEPTION DES PLIS	9
ARTICLE 7 -	VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	10
ARTICLE 8 -	EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 9 -	VARIANTES	12
9 - 1 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)	12
9 - 2 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)	12
ARTICLE 10 -	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC	12
ARTICLE 11 -	NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC	13
ARTICLE 12 -	ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX	13
12 - 1 -	INSTANCES CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	13
12 - 2 -	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	13

ARTICLE 1 - ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché porte sur les prestations de service suivantes :

PRESTATION DE MISE EN PROPRETE DES VITRERIES FACADIERES ET TRAVAUX SPECIAUX D'ACCES DIFFICILE

Pour les établissements suivants :

- | | |
|---|---|
| - CHU de Montpellier | - CH de Lunel |
| - Hôpitaux du Bassin de Thau | - CH de Millau |
| - CH de Clermont l'Hérault | - EHPAD Les Terrasses des Causses de Millau |
| - CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains | - CH Emile Borel de Saint-Affrique |
| - CH de Lodève | - CH Maurice Fenaillle de Séverac d'Aveyron |

La consultation aboutira à un :

- ☒ Accord cadre à bons de commande
☒ Avec montant maximum : 1 300 000 € HT.

Pour information, le montant estimatif du marché est estimé à 440 000 € HT

Les références à les nomenclatures européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes:

- 90911200-8 Services de nettoyage de bâtiments
- 90911300-9 Services de nettoyage de vitres

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

- 73.01 Nettoyage courant des locaux

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE PUBLIC

2 - 1 - Durée du marché public

L'accord cadre à bons de commande sera conclu pour une durée de 1 an à compter du **01/01/2026 ou de la date de sa notification** si elle est postérieure.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au **01/01/2026**.

2 - 2 - Reconduction

Le marché est-il reconductible ?

☒ Oui

☐ Non

L'accord cadre à bons de commande sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC

3 - 1 - Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches : ☐ Oui ☒ Non

3 - 2 - Lots

Il est prévu une décomposition en lots : ☐ Oui ☒ Non

Le marché public est à lot unique.

Après étude, l'acheteur a décidé conformément aux règles de la commande publique, de ne pas allouer la présentation consultation pour la raison suivante : Les achats concernés constituent une famille de prestations homogènes. Ces derniers ne permettent pas de dégager des prestations distinctes et un allotissement pertinent.

- ✓ *La dévolution en lots séparés risque de compliquer la gestion et la coordination.*
- ✓ *La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.*
- ✓ *La dévolution en lots séparés risque d'entraîner un coût plus élevé pour l'exécution des prestations.*

3 - 3 - Phases

Il est prévu une décomposition en phases : ☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 4 - PROCEDURE

4 - 1 - Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

4 - 2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

4 - 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- ✓ **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes complétées :
 - ✓ Annexe 1 : Bordereau de prix du CHU de Montpellier
 - 25A0027 - Annexe 1 à l'AE - BPU -
 - ✓ Annexe 2 : « Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT »
 - 25A0027 - Annexe 2 à l'AE - Liste comptables assignataires
- ✓ **Le Règlement de la Consultation (RC)** et ses 4 annexes :
 - ✓ Annexe 1 - Modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe de candidature et offre
 - 25A0027 - Annexe 1 - RC - Modalités d'obtention du dossier et remise d'enveloppe -
 - ✓ Annexe 2 - Note relative à la dématérialisation des factures
 - 25A0027 - Annexe 2 - RC - Note démat facture -

- ✓ Annexe 3 - Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire
 - 25A0027 - Annexe 3 - RC - Pièces à fournir
 - ✓ Annexe 4 - DQE – Détail Quantitatif Estimatif – intégré dans le fichier Excel BPU
 - 25A0027 - Annexe 1 à l'AE - BPU -
 - ✓ **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes
 - ✓ Annexe 1 : Liste des adresses des établissements du GHT
 - 25A0027 - Annexe 1 - CCAP - Coordonnées GHT
 - ✓ Annexe 2 : « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers »
 - 25A0027 - Annexe 2 - CCAP - Détachement de salariés étrangers
 - ✓ Annexe 3 : Développement durable
 - 25A0027 - Annexe 3 - CCAP - Développement durable
 - ✓ **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ses annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
 - ✓ Annexe 1 : Présentation et plan de masse - CHU
 - 25A0027 - Annexe 1 - CCTP - Présentation et plan de masse - CHU
 - ✓ Annexe 2 : Prestations à réaliser - Plans et photos
 - 25A0027 - Annexe 2 - CCTP - Prestations à réaliser - Plans et photos
 - ✓ Annexe 3 : Cadre de réponse
 - 25A0027 - Annexe 3 - CCTP - Cadre de réponse
 - **Les formulaires :**
 - "Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants",
 - "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement",
 - "Déclaration de sous-traitance"
 - **Le plan de prévention des entreprises** extérieures en cas :
 - d'intervention sur site de plus de 400 heures, sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus, pour l'ensemble des intervenants de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants. - 25A0026 - Plan de prévention 2025
- Ce plan de prévention devra être complété et renvoyé au CHU dans le mois qui suit la notification du marché public et annuellement sur toute la durée du marché public.
- **L'attestation sur l'honneur - sanctions Russes** à compléter et signer
 - 25A0027 - Attestation sur l'honneur - sanctions Russes

4 - 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

4 - 5 - Modifications des détails du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 - 6 - Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

4 - 7 - Renseignements complémentaires

Les candidats pourront **11 jours maximum** avant la date de remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

4 - 8 - Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4 - 9 - Mode de financement et de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget du CHU de chaque établissement membre du GHT.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours

ARTICLE 5 - VISITES DES LOCAUX

Le CHU organise des visites de ses locaux et des installations concernées par la consultation, avant la remise des offres.

Les visites sont :

☒ OBLIGATOIRES sous peine de rejet de l'offre ☐ FACULTATIVES (mais vivement recommandées)

Chaque candidat devra obligatoirement assister à l'intégralité de la visite dont la durée est estimée à 4h heures. Tout candidat n'ayant pas assisté à l'intégralité de la visite verra son offre déclarée irrégulière.

À cette occasion, les candidats devront procéder à une reconnaissance complète des lieux afin d'identifier toutes les contraintes techniques, d'accès, d'environnement ou autres susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations.

Les éventuelles difficultés liées à l'exécution du marché devront être repérées par les candidats lors de cette visite.

Toutefois, un soumissionnaire qui serait en mesure de justifier dans son dossier d'offre qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes, peut être dispensé de cette visite obligatoire sans que son offre soit considérée comme irrégulière.

Les visites sont ☒ collectives ☐ individuelles.

Les visites sont limitées à un nombre de personnes maximum : ☒ OUI : 2 personnes ☐ NON

Voici les dates et heures des visites :

ETABLISSEMENTS	JEUDI 10 JUILLET 2025	CONTACT	HEURE DE RDV & POINT DE RDV
CHU de Montpellier	X	Mr GUERINET Mme ALDUDO CARCEL	RDV devant l'entrée du bâtiment de l'IFMS A 8h30 (prévoir la demi-journée)

La visite fera l'objet d'un procès-verbal de visite rédigé sur le champ par l'acheteur et signé par les personnes présentes.

Les candidats peuvent poser des questions, avant ou après la visite, sur le profil acheteur, et dans le respect du délai mentionné à l'article 4.7, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document, le CHU y répondra sur le profil acheteur.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

6 - 1 - Dispositions relatives aux sous-traitants

Le titulaire d'un marché public de travaux, services ou fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, et signé le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

6 - 2 - Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

A l'attribution du marché public, la personne publique n'imposera aucune forme de groupement, toutefois, en cas de groupement conjoint, le **mandataire sera solidaire** :

- Le mandataire est responsable de l'ensemble du marché, même s'il ne réalise qu'une partie des prestations.
- En cas de défaillance du co-traitant, le mandataire doit se substituer à lui pour garantir l'exécution du marché.

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

6 - 3 - Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.

NB : une tolérance est accordée pour la signature des pièces suivantes :

- L'acte de sous-traitance (DC4), concernant la signature du sous-traitant
- Annexe Sanctions russes
- Pouvoirs du candidat et habilitations du cotraitant

6 - 4 - Contenu des plis

Le pli du candidat contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants obligatoirement présentés en français :

POUR LA CANDIDATURES Chaque candidat transmettra sa candidature dans <u>un seul et même dossier</u>	POUR L'OFFRE Chaque candidat transmettra son offre dans <u>un seul et même dossier</u>
<ul style="list-style-type: none">- DUME <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none">- Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent <p>Et</p> <ul style="list-style-type: none">- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent) <p>NOTA : En cas de candidature groupée, le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.</p> <p><u>CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- L'indication du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaire concernant les prestations de sécurité des personnes et des biens, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'entreprise, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.- Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. <p><u>Pouvoir de signature</u> de la personne habilitée.</p>	<ul style="list-style-type: none">- L'acte d'engagement à compléter, dater et signer électroniquement par le(s) représentant(s) qualifié(s) du ou des prestataires. Le candidat qui n'aura pas signé électroniquement son acte d'engagement verra son offre qualifiée d'irrégulière.- Préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement.- L'annexe de l'acte d'engagement complétée :<ul style="list-style-type: none">- Annexe 1 - « Bordereau de prix »- 25A0027 - Annexe 1 à l'AE – BPU- L'offre technique composée uniquement :<ul style="list-style-type: none">- Du cadre de réponse, et de ses annexes :<ul style="list-style-type: none">- 25A0027 - CCTP - Annexe 4 - Cadre de réponse dûment complété.- Annexe 1 au cadre de réponse - FT produits- Annexe 2 au cadre de réponse - Diplômes- Annexe 3 au cadre de réponse - matériels- Annexe 4 au cadre de réponse - matériels alpinisme- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée.- En application du code du travail, les candidats doivent indiquer si, dans le cadre de l'exécution du marché public, ils ont l'intention d'avoir recours à des salariés détachés. La déclaration de détachement doit être conforme aux dispositions de l'annexe au CCAP « Obligations réglementaires en matière de de détachement de salariés étrangers ».- Dans l'hypothèse où, pour justifier de ses capacités, le

	<p>candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants et/ou dans le cas où le candidat présenterait un sous-traitant dans son dossier d'offre, le ou les actes de sous-traitance du ou des opérateurs économiques concernés, à compléter dater et signer de préférence électroniquement par les représentants qualifiés des prestataires (soumissionnaire et sous-traitant(s)), à défaut de manière électronique par le candidat, et manuscritement par le sous-traitant. Le candidat qui n'aura pas transmis un acte de sous-traitance signé par les deux parties verra son offre qualifiée d'irrégulière.</p> <p>Les offres doivent être impérativement présentées en français.</p>
--	---

POUR LA CANDIDATURE :

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

Le candidat précisera également la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, il devra produire les pièces relatives à ces intervenants visés au présent article ci-dessus.

POUR L'OFFRE :

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

En application des dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6 - 5 - Envoi et réception des plis



L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu sera ouvert.

Les autres plis, précédemment déposés par l'opérateur économique, seront rejetés sans avoir été ouverts.

En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre.

LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis

d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Achat Généraux
Bureau 134
1 place Jean Baume
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

ARTICLE 7 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

L'acheteur contrôlera le respect des niveaux minimaux de capacité imposés.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, y compris celles des sous-traitants (sous réserve, dans ce dernier cas, de la remise par le candidat, en cas de sous-traitance annoncée dans son dossier de candidature, d'un acte de sous-traitance comme indiqué à l'article 6.4)

ARTICLE 8 - EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

Critères	Pondération	Sous-critères	Pondération
1- DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE Une note sur 5 sera attribuée aux candidats pour chaque sous-critère. 1 : Insuffisant 2: Peu satisfaisant 3: Acceptable 4 : Satisfaisant 5 : Très Satisfaisant Les notes des sous-critères seront attribuées et pondérées de la façon suivante : $\frac{\text{Note technique obtenue par le candidat}}{\text{Note technique maximale pouvant être obtenue}} \times \text{le poids du sous critère}$ La note du critère 1 est attribuée et pondérée de la façon suivante = $\frac{\text{Somme des notes de chaque sous critère}}{\text{Note technique maximale pouvant être obtenue}} \times \text{le poids du critère}$	10 %	<u>Sous-critère 1 -</u> <u>Choix des produits et consommables</u>	50 points
		<u>Sous-critère 2 –</u> <u>Engagements sociaux</u>	50 points
2- QUALITÉ DE LA PRESTATION Une note sur 5 sera attribuée aux candidats. 1 : Insuffisant 2: Peu satisfaisant 3: Acceptable 4 : Satisfaisant 5 : Très Satisfaisant Les notes des sous-critères seront attribuées et pondérées de la façon suivante : $\frac{\text{Note technique obtenue par le candidat}}{\text{Note technique maximale pouvant être obtenue}} \times \text{le poids du sous critère}$ La note du critère 2 est attribuée et pondérée de la façon suivante : $\frac{\text{Note technique obtenue par le candidat}}{\text{Note technique maximale pouvant être obtenue}} \times \text{le poids du critère}$	35 %	<u>Sous-critère 1 – Moyens humains</u>	30 points
		<u>Sous critère 2 - Moyens matériels</u>	20 points
		<u>Sous critère 3 – Organisation de</u> <u>l'exploitation</u>	50 points
3- PRIX DES PRESTATIONS Le prix est calculé à partir des montants totaux mentionnées dans les DQE présentés en annexe 4 du RC et intégrés dans les fichiers Excel «25A0026 - Annexe 1.1 à l'AE - BPU » Les notes des sous-critères seront attribuées et pondérées de la façon suivante: $\frac{\text{Total prix TTC le plus bas}}{\text{Total prix TTC proposé par le candidat}} \times \text{le poids du sous critère}$ La note du critère 3 sera obtenue par le calcul suivant : $\frac{\text{Total prix TTC le plus bas}}{\text{Total prix TTC proposé par le candidat}} \times \text{le poids du critère}$	55 %	<u>Sous-critère 1 : Composante 1 -</u> <u>Prestations périodiques</u> Prix TTC de référence : Somme du DQE relatif à la composante 1 -	80 points
		<u>Sous-critère 2 : Composante 2 et 3-</u> <u>Prestations ponctuelles</u> Prix TTC de référence : Somme du DQE relatif à la composante 2 et 3	20 points

La note finale (sur 100) est la somme des notes pondérées.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.

ARTICLE 9 - VARIANTES

9 - 1 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

9 - 2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)

Variantes proposées par l'acheteur : ☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En cas de sous-traitance, le candidat doit transmettre ces documents pour le ou les sous-traitants.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, Les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivants :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par la mutuelle sociale agricole ;

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.
Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 11 - NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE 12 - ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX

12 - 1 - Instances chargées des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 02
Tel : 04 67 54 81 00
Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

12 - 2 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.